

Unité bidépartementale
du Calvados et de la Manche

Saint-Lô, le 15/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALOR SERVICES

Grand Champ
50220 DUCEY LES CHERIS

Références : 2022-50-061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2022 dans l'établissement VALOR SERVICES implanté Grand Champ 50220 DUCEY LES CHERIS. L'inspection a été annoncée le 11/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOR SERVICES
- Grand Champ 50220 DUCEY LES CHERIS
- Code AIOT dans GUN : 0003900589
- Régime : Autorisation

La société VALOR SERVICES exploite un casier de stockage de déchets de plâtre autorisé par arrêté préfectoral du 21/08/2017. L'absence de barrière de sécurité active et le risque de pollution des eaux souterraines ont conduit à cesser les apports de déchets de plâtre en fin d'année 2021, et à élaborer un programme de travaux visant à la couverture étanche de l'installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dossier de cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 6.4	/	Sans objet
Barrière de sécurité active	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.3	/	Sans objet
Hauteur de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.3	/	Sans objet
Rapport annuel d'activité	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 26	/	Sans objet
Servitudes d'utilité publique	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 28	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 5.4	/	Sans objet
Déchets admis	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 20	/	Sans objet
Clôture	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.4	/	Sans objet
Relevé topographique	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.6	/	Sans objet
Contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 25.1.1	/	Sans objet
Couverture du casier	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 27	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les apports de déchets de plâtre ont bien cessé en fin d'année 2021. Le programme de travaux de couverture, élaboré par l'exploitant en partenariat avec son bureau d'études, est suffisamment solide pour passer à la phase travaux, qui devra être menée dans les 6 mois à venir. Cette phase de travaux devra commencer par le régilage de déchets de plâtre stockés en tas au cours des derniers mois.

La remise officielle des dossiers de cessation d'activité et de demande de servitudes d'utilité publique est également attendue, sous un délai maximal d'un mois.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 5.4
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : "Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 5.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012."
Constats : L'exploitant dispose de garanties financières valides jusqu'au 18/10/2022. La justification du renouvellement des garanties financières devra donc intervenir pour le 18/07/2022 au plus tard, pour couvrir la période de post-exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dossier de cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 6.4
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : "Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. [...]"
Constats : Le dossier de cessation d'activité n'a pas été remis à ce stade. Une première version a cependant été soumise pour avis à l'inspection des installations classées le 24/02/2022. Le dossier devra être déposé officiellement au préfet dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 20
Thème(s) : Autre, Déchets admis
Prescription contrôlée : "L'exploitant devra disposer à proximité de la zone de déchargement des déchets de plâtre, d'un container permettant d'y déposer les déchets non admissibles en casier plâtre et qui auraient été déposés de façon fortuite."
Constats : La présence d'une benne destinée à recueillir les déchets non admissibles a été constatée lors de la visite. Malgré l'arrêt de la réception des déchets de plâtre, cette benne reste en place pour les éventuels déchets non admissibles qui referaient surface lors des travaux de couverture. Cette benne devra être évacuée au plus tard à l'issue des travaux de réaménagement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Barrière de sécurité active

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.3
Thème(s) : Risques chroniques, Barrière de sécurité active
Prescription contrôlée : "Sur le fond et les flancs de chaque casier, une barrière de sécurité active assure son indépendance hydraulique, le drainage et la collecte de lixiviats et évite ainsi la sollicitation de la barrière de sécurité passive."
Constats : Le casier de stockage de plâtre n'est pas équipé de barrière de sécurité active. Suite à ce constat et au risque d'impact en particulier sur les eaux souterraines, l'exploitant a cessé l'apport de déchets de plâtre et élaboré un programme de travaux de couverture du casier (ces éléments sont abordés dans les autres points de contrôle du présent rapport d'inspection). L'achèvement des travaux de couverture est attendu sous un délai de six mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Hauteur de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.3
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de déchets de plâtre
Prescription contrôlée : "La hauteur maximale du stockage est de 5 mètres."
Constats : Au cours de la dernière année d'exploitation (2021), l'exploitant a cessé le stockage dans l'alvéole, selon un phasage partant du sud vers l'extrémité nord, au profit d'un stockage en tas, d'une hauteur estimée à 5 mètres au dessus de la côte de remplissage définitif. Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra procéder au déblai-remblai de ce tas vers le vide résiduel du casier, en veillant particulièrement à éviter la mise en suspension de poussières au cours de cette opération.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.4
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Prescription contrôlée : "Le casier est efficacement clôturé afin d'y autoriser son accès qu'aux seules personnes dûment habilitées par l'exploitant."
Constats : Le site est clôturé et le portail d'accès est fermé et protégé par un cadenas. La clôture doit faire l'objet d'un entretien plus vigilant, vus les ronciers la recouvrant et quelques dégradations constatées. L'entrée de l'installation est commune avec une carrière attenante, en cours de réaménagement. Une clôture et un accès spécifique à l'installation de stockage de plâtre devront être mis en place dans le cadre des travaux de réaménagement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Relevé topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.6
Thème(s) : Autre, Relevé topographique
Prescription contrôlée : "Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, doit être réalisé tous les ans."
Constats : L'exploitant a confirmé la réalisation d'un relevé topographique annuel. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le dernier relevé topographique sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 25.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : "L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des eaux souterraines qui respectera les dispositions suivantes : [...]"
Constats : L'exploitant a fourni les derniers résultats d'analyse d'eaux souterraines, datés de janvier 2022. Les teneurs importantes en sulfates, caractéristiques du gypse (élément constitutif du plâtre) et déjà constatées par le passé dans le PZ3 situé en aval à proximité directe du casier, apparaissent stables (903 mg/l en 2018, 1130 mg/l et 1155 mg/l en 2019, 960 mg/l en 2020, 1085 mg/l en 2021, 1112 mg/l en 2022). A titre de comparaison, les teneurs en sulfates sur les autres piézomètres du site oscillent entre 10 et 151 mg/l sur les 5 dernières années. Ces résultats démontrent un impact sur les eaux souterraines à proximité directe du casier, mais sans évolution notable dans le temps, et confirment la nécessité de mise en place d'une couverture étanche sur le casier, dans le but de protéger les eaux souterraines (cf. point de contrôle "couverture du casier").
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport annuel d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 26
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Prescription contrôlée : "Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues ci-dessus ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage dans l'année écoulée."
Constats : Aucun rapport d'activité n'a été établi en 2020 ni en 2021. A défaut de la rédaction d'un tel rapport en 2022, les éléments attendus devront être intégrés au dossier de cessation d'activité attendu sous un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Couverture du casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Couverture de casier
Prescription contrôlée : "La couverture finale du casier est réalisée avec des matériaux argileux présents sur le site. Ils seront régalés sur le site sur une hauteur d'un mètre minimum et de manière à créer des pentes de 6% nécessaires à l'écoulement des eaux pluviales en périphérie du casier."
Constats : Un programme de travaux de couverture a été élaboré par l'exploitant et a fait l'objet d'échanges avec l'inspection des installations classées. Le planning prévisionnel des travaux affiche un achèvement des travaux au mois d'août 2022. Au regard de ces éléments, il est demandé à l'exploitant d'achever les travaux de couverture dans un délai maximal de 6 mois. Concernant les matériaux utilisés pour la couverture, l'attention de l'exploitant est appelée sur l'impossibilité d'extraire de l'argile de parcelles voisines sans autorisation environnementale préalable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Servitudes d'utilité publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 28
Thème(s) : Situation administrative, Servitudes d'utilité publique
Prescription contrôlée : "Conformément aux articles L.515-12 et R.515-24 à R.515-31 du code de l'environnement, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation. Ce projet est remis au préfet avec la notification de mise à l'arrêt définitif de l'installation, prévue par l'article R.512-74 du code de l'environnement."
Constats : La demande de servitudes d'utilité publique n'a pas été remise à ce stade. Une première version a cependant été soumise pour avis à l'inspection des installations classées le 24/02/2022. Le dossier devra être déposé officiellement au préfet dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet